



REPUBLIQUE CENTRE AFRIQUE ETAT DES LIEUX

Khalid CHEGRAOUI
Institut des Etudes Africaines
Université Mohammed V
Souissi





La République
Centrafricaine

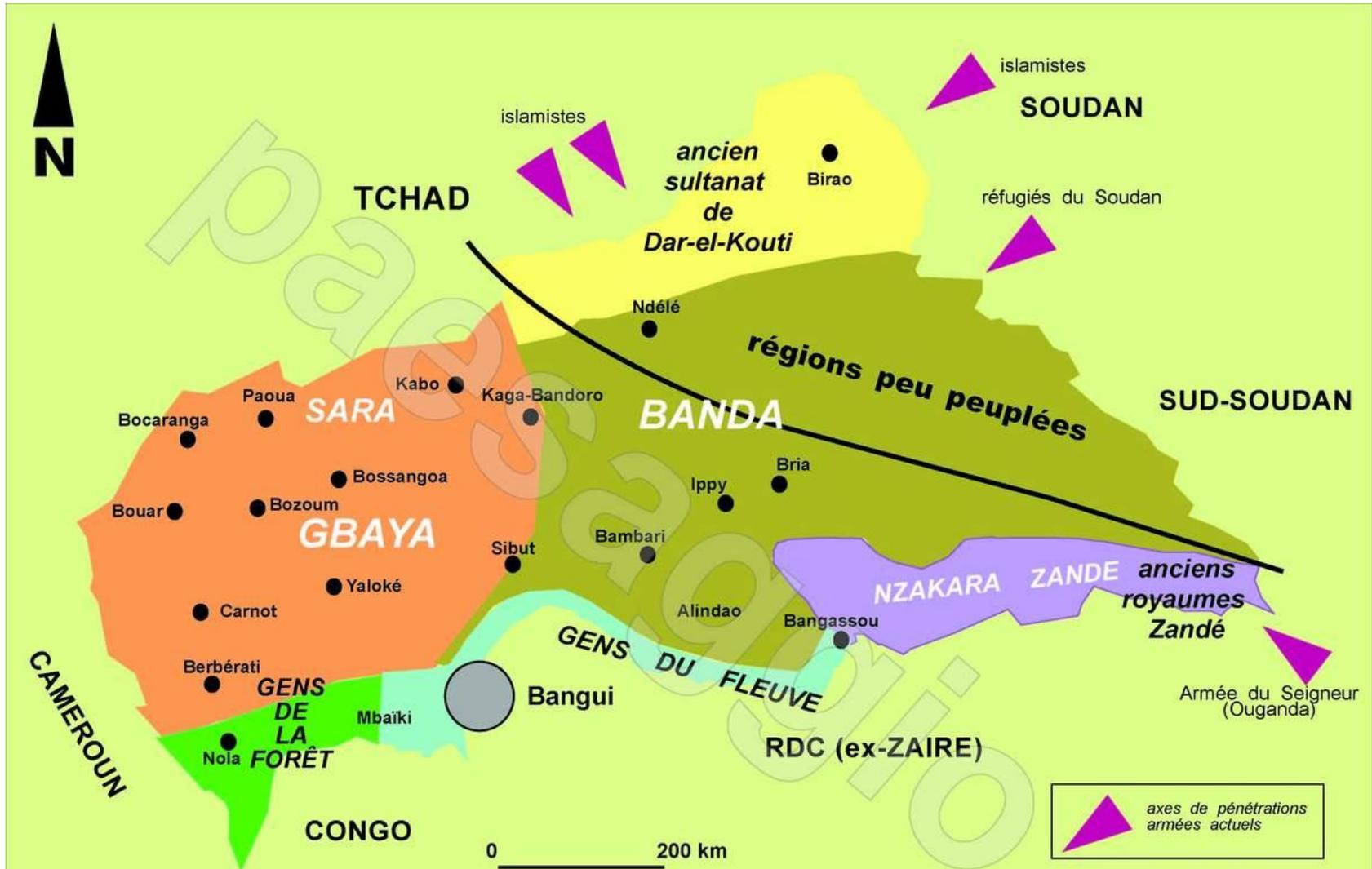
introduction

“LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA) compte 4 millions d’habitants. Son revenu national brut par habitant est de 360 USD. Selon l’enquête la plus récente (2003), 67.2 % de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté internationale de 1 USD par jour. Aujourd’hui, ce pays ne remplit aucun des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), mais semble en mesure de pouvoir en atteindre cinq (objectifs 2, 3, 4, 6, 7), à la condition que des changements soient mis en œuvre. La RCA est un pays en situation post-conflit dont la stabilité dépend étroitement de celle de ces voisins (République démocratique du Congo, Soudan, Tchad).”

- ENQUÊTE 2008 DE SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DE LA DÉCLARATION DE PARIS : RENDRE L’AIDE PLUS EFFICACE D’ICI 2010 - © OCDE 2008

RCA, Etat contre nature / Etat Nation par le bon vouloir de la France

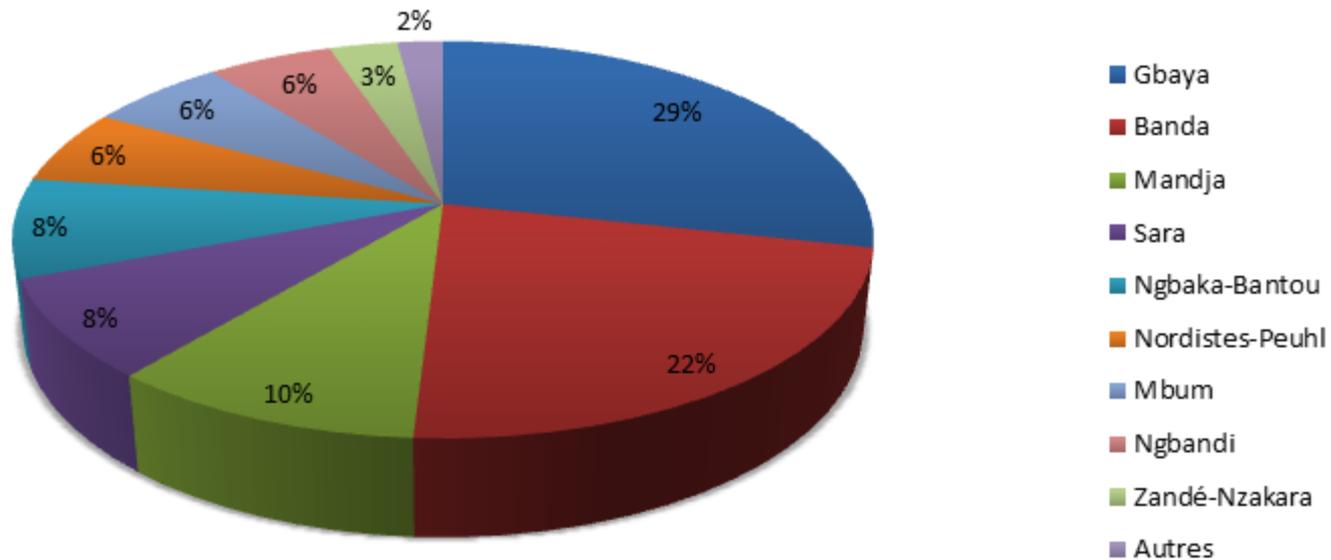
en relation avec les contradictions nées de la rivalité franco-britannique



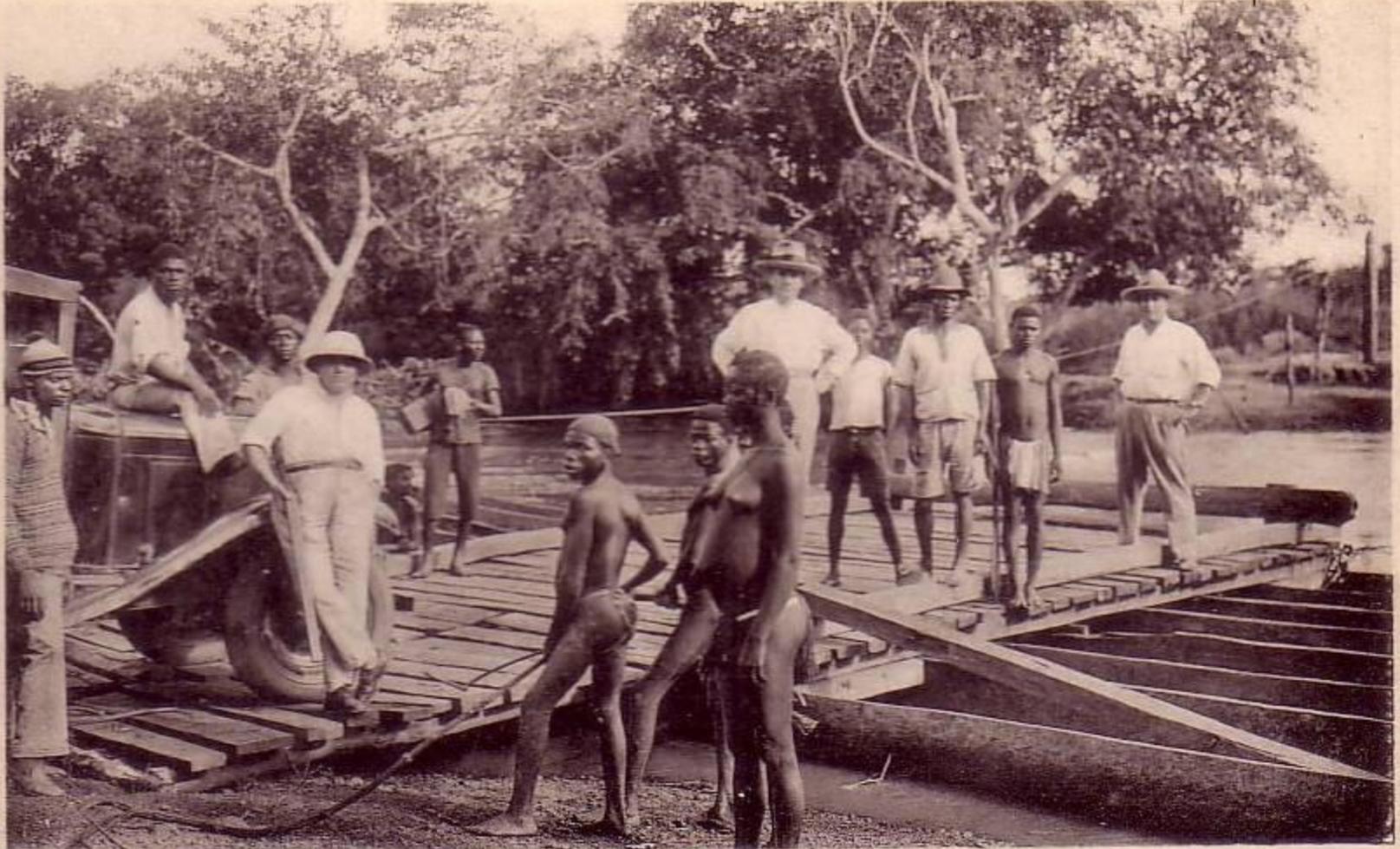
Le Centrafrique historique et ethnique

Société pluriethnique et multi-religieuse

Groupes culturels en Centrafrique



L'Image de la RCA aux yeux de la colonisation



5 Fort Sibut Un bac

Chronologie

- Déclaration de la République centrafricaine le 1^{er} décembre 1958, après l'Oubangui Chari
- **Barthélemy Boganda** (1910 – 29 mars 1959) , éphémère président et imposé comme père de la nation
- Un Français qui a retrouvé son africanité - panafricaniste
- Un prêtre qui renie ses vœux
- Il meurt le 29 mars 1959, peu après son élection, dans un accident d'avion dont les causes n'ont jamais été élucidées.
- Indépendance le 13 août 1960.

- **17 novembre 1960** David Dacko est élu président de la République par l'Assemblée nationale.
- **31 décembre 1965** Coup d'Etat du colonel Jean-Bedel Bokassa.
- **4 décembre 1977** Sacre de l'empereur Bokassa Ier.
- **1er septembre 1981** Le général André Kolingba contraint le président David Dacko à démissionner
- **3 mars 1982** Tentative de coup d'Etat d'Ange-Félix Patassé.
- **14 août 1985** Visite du pape Jean-Paul II.
- **19 septembre 1993** Victoire d'Ange-Félix Patassé à l'élection présidentielle.
- **28 mai 2001** Tentative de coup d'Etat d'André Kolingba.
- **15 mars 2003** Coup d'Etat du général François Bozizé qui s'autoproclame président de la République
- **21 août 2009** Création par François Bozizé d'un parti, le Kwa Na Kwa ("le travail, rien que le travail").
- **30 octobre 2009** Retour de l'ancien président Ange-Félix Patassé en Centrafrique après six années d'exil.
- **1er décembre 2010** Décret réhabilitant "dans tous ses droits" l'ex-président et empereur Jean-Bedel Bokassa.
- **23 janvier 2011** Réélection de François Bozizé.
- **12 décembre 2012** Création de la Séléka, coalition rebelle regroupant l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement

- **24 mars 2013** Les rebelles de la Séléka prennent le contrôle de Bangui, la capitale. Le président François Bozizé se réfugie au Cameroun et Michel Djotodia se proclame chef de l'Etat.
- **1er juillet 2013** Début de l'opération de désarmement des ex-combattants de la Séléka par la Force multinationale en Afrique centrale (Fomac).
- **18 août 2013** Début de la phase de transition de 18 mois avec la prestation de serment du président intérimaire Michel Djotodia.
- **8-9 septembre 2013** Affrontements entre les partisans de l'ancien président François Bozizé et les nouvelles autorités dans l'Ouest du pays
- **13 septembre 2013** Dissolution de la Séléka.
- **5 décembre 2013** La capitale, Bangui, est attaquée par les anti-balaka, milices d'auto-défense
- **5 décembre 2013** Résolution de l'ONU autorisant le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) pour une période de douze mois.
- **5-6 décembre 2013** Début de l'opération militaire française "Sangaris" destinée à rétablir la sécurité dans le pays.
- **10 janvier 2014** Démission du président Michel Djotodia

45 ANS D'OPÉRATIONS MILITAIRES FRANÇAISES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- Août 1960, quelques jours après la proclamation de l'indépendance, la France et la RCA signent un accord de défense totalement voué aux intérêts de la France, cet accord est quadripartite, incluant la République démocratique du Congo (RDC) jusqu'en 1972 et le Tchad jusqu'en 1976, et c'est l'accord invoqué à chaque fois que la RCA demande une assistance militaire à la France, en plus de ses interventions la France s'est toujours occupé de la formation et l'entraînement des Forces militaires de la RCA (FACA), en plus de la sécurité de la présidence.
- 1979, la France va déclenchée l'opération Barracuda afin de déposer l'empereur Bokassa 1^{er} au pouvoir depuis 1966 avec l'aide de la France. Il sera remplacé par président Dacko.
- 1981, Mise en place des Éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) afin d'assurer la formation des FACA. L'utilisation des bases de Bangui et Bouar sont utilisées au titre du pré-positionnement régional au cœur de l'Afrique centrale, afin de faciliter des interventions éventuelles au Tchad, au Gabon, au Zaïre / RDC, au Rwanda et au Congo notamment.
- Déclanchement à cause de mutineries des FACA des opérations:
 - Avril 1996 **uret/Almandin 1**
 - Mai 1996 à juin 1997 **Almandin 2**
 - Juin 1997 à mars 1998 **Almandin 3.**

- Août 1997, mise en place de la **MISAB** (Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui)
- Mars 1998 - février 1999, un détachement français est intégré au sein de la **MINURCA** (Mission de maintien de la paix des Nations Unies en RCA, qui remplace la MISAB).
- Octobre 1997 - avril 1998 le retrait des EFAO (**opération Cigogne**). Les forces françaises se recentrent en Afrique sur le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Tchad et Djibouti
- Mars 2003, la France met en place un accord avec président-général Bozizé, qui vient de prendre le pouvoir par un coup d'état, pour la mise en place de l'**opération Boali** pour soutenir les FACA et la FOMUC (Force multinationale de la CEMAC - Communauté économique et monétaire des États d'Afrique Centrale –
- Octobre **2006** – Première offensive du mouvement rebelle UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement) du nord vers le Sud / les militaires français appuient à partir de fin novembre les FACA
- Mars **2007** – **Deuxième offensive rebelle de l'UFDR** ce qui nécessite une opération déclenchée à partir des unités d'alerte en France et des unités pré-positionnées (Tchad, Gabon, Côte d'Ivoire et Djibouti)
- 2008 Dans le cadre du programme français de coopération **RECAMP** – Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix (européanisé en devenant **EURORECAMP-Afrique**), les détachements de l'opération Boali vont assurer le soutien de la **MICOPAX** (Mission de consolidation de la paix en Centrafrique).

- Depuis le 8 avril 2010 les relations entre Paris et Bangui sont régies par un accord de partenariat de défense qui ne prévoit plus l'intervention de la France, la clause d'assistance en cas d'ingérence extérieure est supprimée. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la renégociation des différents accords de Défense en Afrique après le précédent Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (2008).

paesaggio



SOUDAN

TCHAD

autres espaces
à forte insécurité

espaces
contrôlés
par la Séléka

SUD-SOUDAN

espaces
soumis aux exactions
de la LRA

Bocaranga
Paoua
Ouham-Pendé
Bouar
Bozoum
Nana-Mambéré
Carnot
Mambéré-Kadéï
Berbérati
Nola
Sangha-Mbaéré

Kabon
Ouham
Bossangoa
Yaloké
Sibut
Damara
Bangui
Kaga-Bandoro
Nana-Grebizi
Kémo
Bambari
Alindao
Basse-Kotto

RDC (ex-ZAIRE)

Haute-Kotto
Bria
Haut-Mbomou
Mbomou
Obo

CAMEROUN

CONGO

mouvements rebelles

0 200 km

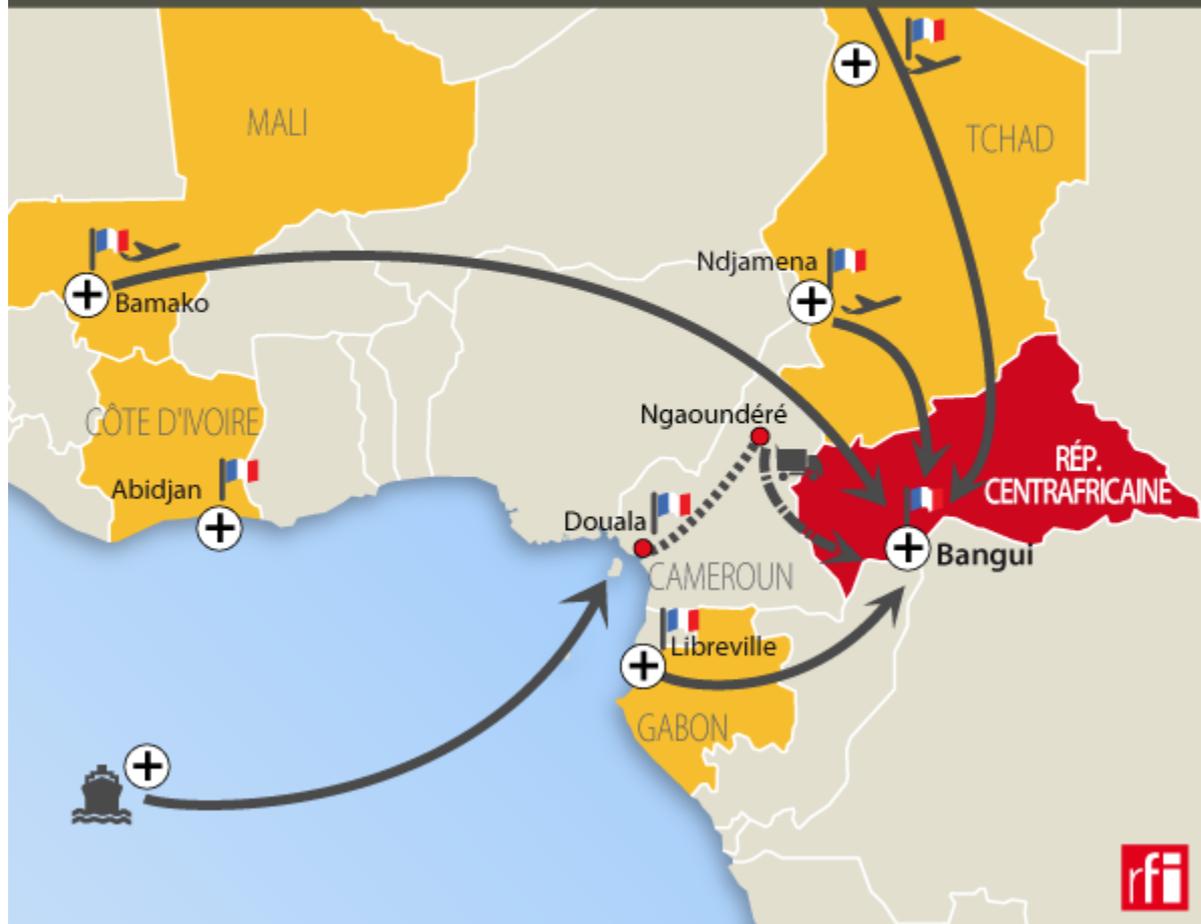
La RCA à la fin de l'année 2012

- Décembre 2012 – Troisième offensive rebelle composée de mouvements d'opposition politique hétéroclite, l'intervention des militaires français sera d'assurer la sécurité de leurs ressortissants en plus d'un contrôle de la capitale. Des renforts viendront du Gabon, du Tchad. en Plus de 600 militaires français déjà présents en RCA.
- Mars **2013** – quatrième offensive rebelle et chute de Bangui. les rebelles de la Séléka passent à nouveau à l'offensive à partir du Nord et du centre de la RCA. La reprise des combats à proximité de Bangui obligent à déployer (en plus des 250 militaires sur place) environ 300 militaires français en provenance des Forces Françaises au Gabon. La Séléka défait rapidement les FACA, soutenues par les contingents des derniers alliés de Bozizé (Afrique du Sud et Ouganda) et bousculent les forces africaines de la MICOPAX qui tentent de lui couper la route de Bangui. Le président Bozizé fuit et se réfugie au Cameroun. Le 4 avril, sous pression de l'opposition sud-africaine, le président Sud-Africain Zuma ordonne le désengagement de son contingent. La coopération avec les FACA est suspendue le 24 mars, que cela soit sur le volet formation, conseil ou appui financier.
- 2014 début de l'opération Sangaris

Crise en RCA :

Carte interactive

Le positionnement des forces françaises



Centrafrique : l'opération Sangaris

Les forces françaises sur place

 Bases françaises ou opérations en cours

 Zones de conflits et d'exactions des ex-rebelles Séléka (en majorité musulmans) et des anti-balakas (milices chrétiennes)

Depuis N'Djamena

Militaires (chiffre non communiqué) détachés de l'**opération Épervier** (sur 950 hommes)

Depuis le golfe de Guinée

350 militaires détachés de l'**opération Corymbe**

Depuis Libreville

150 parachutistes détachés de la **base de Libreville** (sur 922 militaires)

L'opération Sangaris

1 600 militaires au 7 décembre

Les missions :

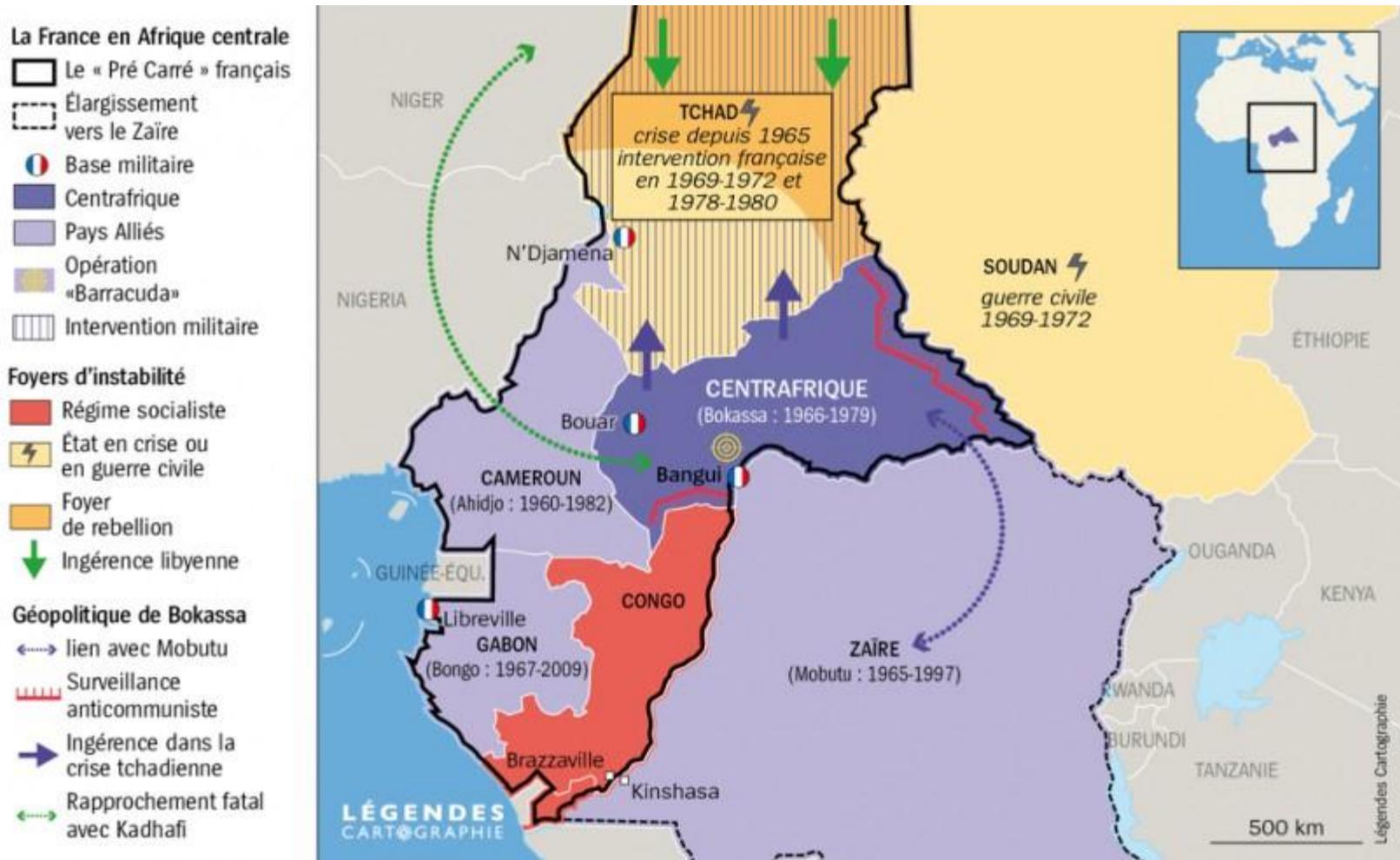
- Soutenir l'opération africaine **MISCA** (4 000 hommes à terme, 2 500 actuellement)
- **Sécuriser les grands axes** et les principales villes
- Permettre la mise en œuvre de l'**aide humanitaire**
- **Désarmer les milices** et groupes armés

100 km

Sources : ministère de la Défense, médias, International Crisis Group

Pour quoi la RCA ?

1 Géopolitique – Tchad – Soudan - Uganda LRA – RAS -





POURQUOI LA FRANCE INTERVIENT EN CENTRAFRIQUE

1. Un état en faillite

La Centrafrique cumule les difficultés.

Doté d'un réseau d'infrastructures embryonnaire, enclavé au cœur du continent, le pays ne profite pas de l'abondance de ses richesses minières.

Le pouvoir central ne contrôle pas l'ensemble du territoire, pas plus que ses frontières.

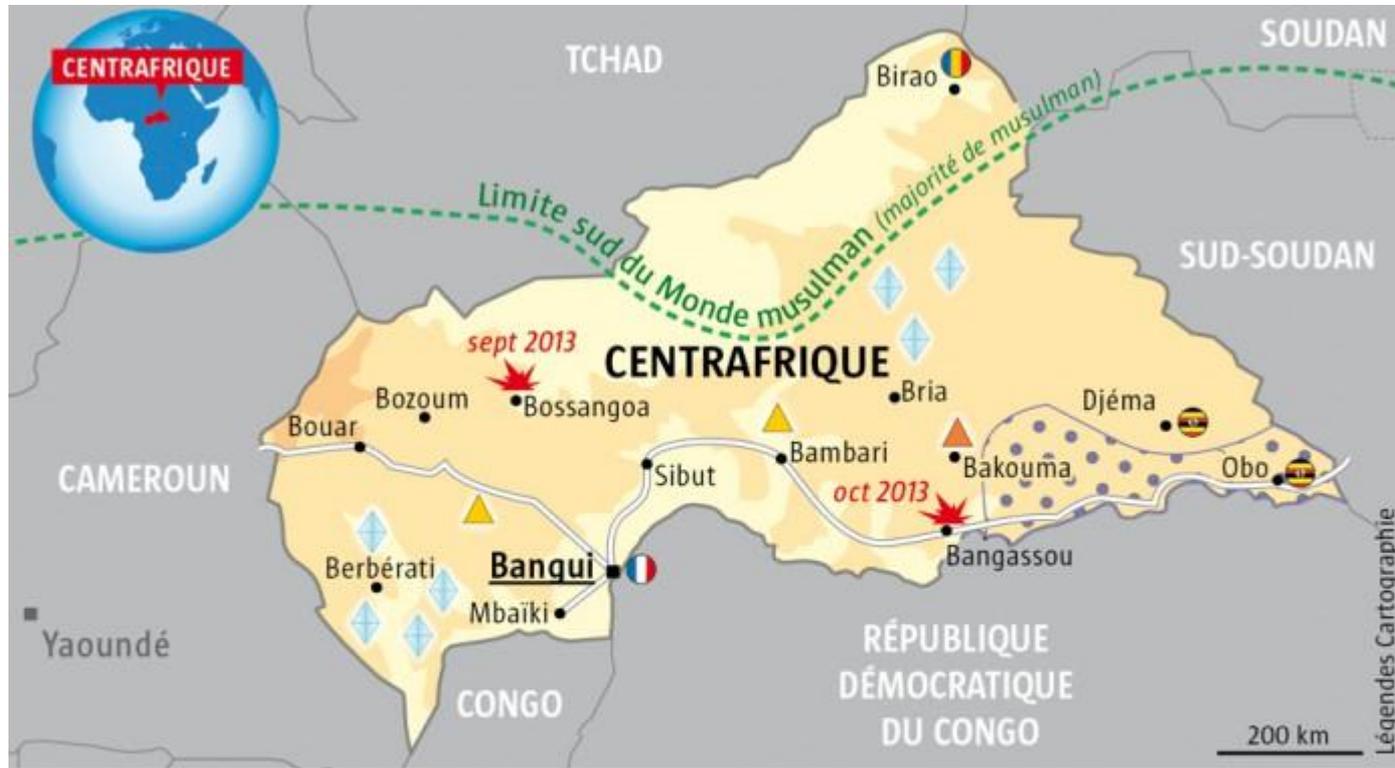
Trafiquants et groupes armés en tout genre y pénètrent facilement, trouvant refuge dans des zones de forêt tropicale dense, notamment au Sud.

Au Nord, des rébellions opposées au pouvoir de Bangui ont vu le jour au début des années 2000.



- Routes goudronnées
- - - Routes non pavées
- - - Frontières poreuses
- Forêt dense
- ↔ Groupes de trafiquants et de braconniers
- ◊ Diamant
- ◆ Cuivre
- ◻ Or
- ◼ Uranium
- ◆ Fer
- ⊙ Pétrole

Rapports explosifs: richesse/ espace d'insécurité, conflit ethnico-religieux



Les richesses minières

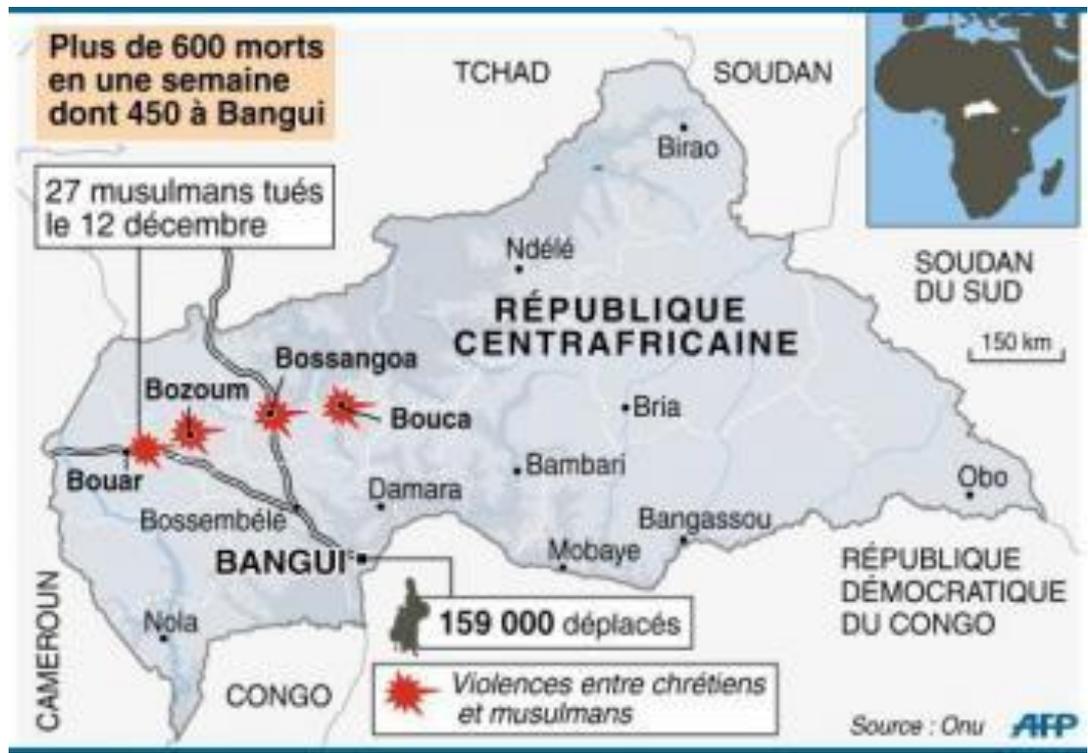
- ◆ Diamant
- ▲ Or
- ▲ Uranium

Un pays en plein chaos

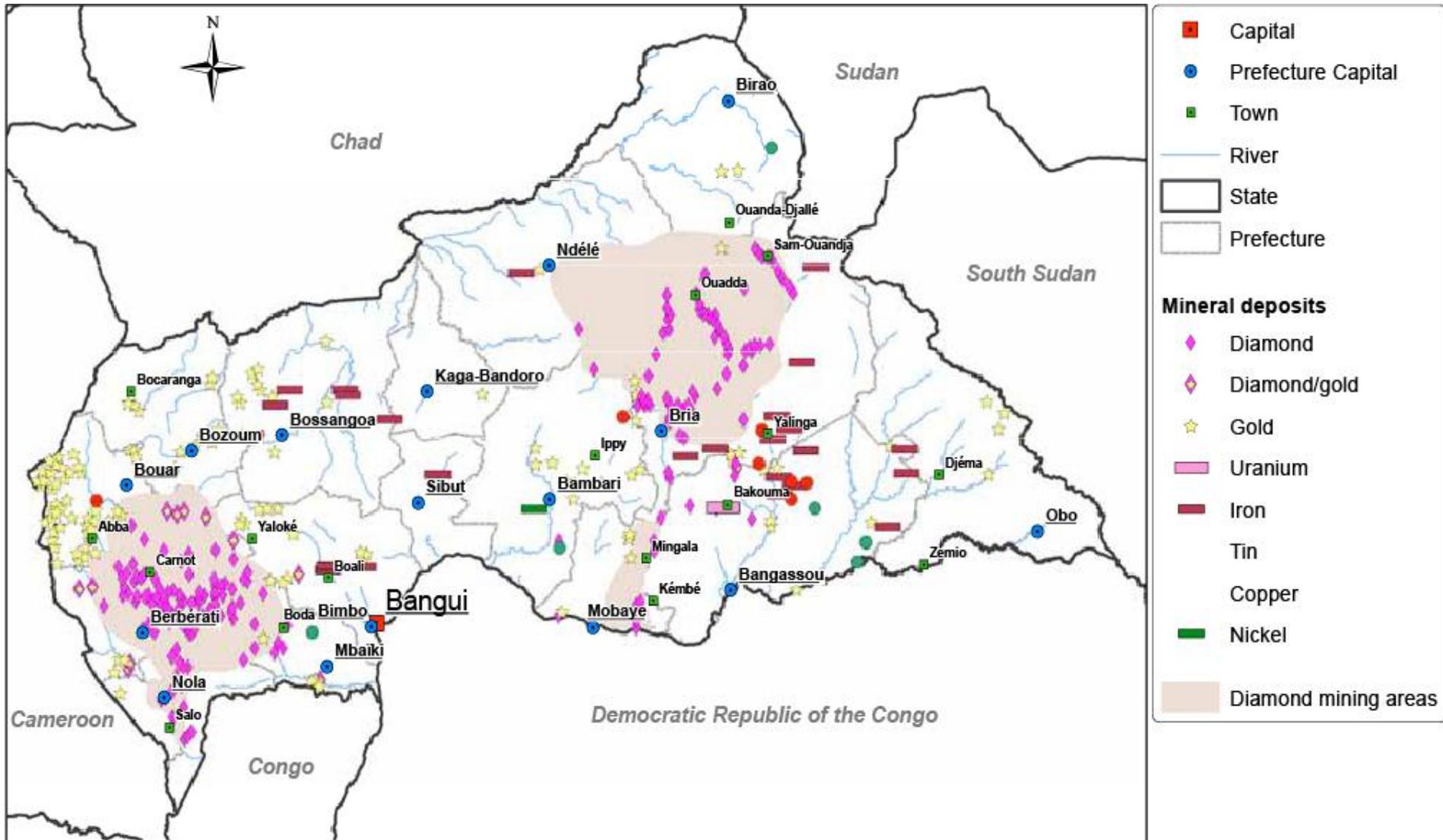
- Présence de la LRA
- Présence militaire étrangère
- France ● Tchad ● Ouganda

Confrontations religieuses

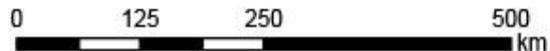
- ★ Affrontements entre chrétiens et musulmans



Richesses



IPIS 2012 (Sources: P.Rolin, BECDOR, IPIS, HDPT)



Merci pour votre attention